

Bulletin Trimestriel
Conjoncture économique, monétaire et financière
Îles de Wallis et Futuna

N° 130
2ème trimestre 2007

SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1. L'Analyse de la conjoncture	4
1.1 L'enquête de conjoncture	4
1.1.1 Note méthodologique.....	4
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 31 mars 2007	5
1.2 La demande des menages	10
1.2.1 La consommation des ménages	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages	12
1.3 Les principaux indicateurs économiques.....	13
1.3.1 L'emploi	13
1.3.2 Les salaires.....	14
1.3.3 Les prix	14
1.3.4 Le commerce extérieur	15
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	16
1.3.6 L'énergie.....	17
1.3.7 Les échanges	20
1.3.8 Les télécommunications	21
1.3.9 Evolution des cours de change.....	21
2. L'évolution monétaire et financière	23
2.1 Les actifs financiers	24
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I)	24
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	26
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III)	27
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV) ...	29
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	31
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V)....	32
2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....	34
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI)	34
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	35
2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....	36
2.5 Rappel des taux	37
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	37
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM au 31 mars 2007	37
2.5.3 Les taux du marché	37
2.5.4 Les taux d'usure.....	38
3. Les Missions de l'IEOM	39
3.1 L'émission des signes monétaires	39
3.2 Les opérations de compensation interbancaire	40

SYNTHESE

Un premier trimestre 2007 contrasté après une fin d'année relativement dynamique

Un secteur productif en perte de vitesse ce trimestre...

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture auprès des chefs d'entreprises montre une tendance à la baisse de l'activité, provoquée notamment par l'alourdissement des charges et une fragilité de la trésorerie. L'investissement est déclaré à la hausse, malgré la faiblesse de la demande. Ce phénomène pourrait correspondre à des décisions de renouvellement de matériels à capacité de production constante. Cette dégradation se traduit également en terme de créations / fermetures d'entreprises. Selon le registre des patentes, le secteur du BTP est particulièrement touché ce trimestre avec 13 cessations d'activité sur les 65 sociétés recensées fin 2006.

...malgré le léger dynamisme de la consommation...

La consommation des agents économiques sur le premier trimestre 2007 s'avère plus dynamique que l'an passé, en témoignent les droits de douane et les taxes d'entrée qui progressent de 10 %, et l'évolution de l'encours des prêts personnels non affectés (+39,8 %). On observe une progression du nombre d'immatriculations de voitures neuves sur 12 mois glissants (+13,7 %), et des ventes d'hydrocarbures en volume (+ 2,8 % pour l'essence), ainsi qu'une croissance soutenue du nombre d'abonnements téléphoniques (+22,7 %).

...et confirmé par une faible baisse des importations en ce début d'année

Les importations accusent une baisse par rapport au trimestre précédent, traditionnellement dynamique du fait des fêtes de fin d'année et des nombreuses célébrations religieuses. Les marchandises échangées retrouvent également un niveau légèrement inférieur à celui du premier trimestre 2006 (-3,2 %).

La santé financière des ménages wallisiens et futuniens s'améliore

L'évolution du nombre d'interdits bancaires révèle une diminution progressive, amorcée lentement depuis plusieurs trimestres. Cette situation pourrait caractériser une responsabilisation croissante des ménages quant à l'utilisation des moyens de paiements bancaires.

L'analyse des agrégats financiers aboutit à des tendances contrastées

L'épargne des agents économiques du Territoire collectée localement est constituée pour moitié par les particuliers. Celle-ci suit une tendance à la hausse au niveau annuel malgré une dégradation sur le trimestre. A l'inverse, on constate en ce début d'année une variation à la baisse de l'encours des crédits, quelque soit le type d'agent. Ce phénomène pourrait impliquer à court terme une diminution de la consommation au profit de l'épargne, allant à l'encontre de la tendance actuelle.

1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE

















L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le vingtième trimestre consécutif une enquête de conjoncture. Cette enquête, accomplie sur le mois de mai 2007, a porté sur le premier trimestre 2007 et sur les perspectives pour le second trimestre 2007. Elle a été effectuée auprès de chefs d'entreprises des principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. L'échantillon visé totalise 47 entreprises. Toutefois, et malgré une demande d'appui récurrente de la Chambre Interprofessionnelle du Territoire, le taux de retour des enquêtes est resté modeste. Il ne permet toujours pas d'établir une décomposition des résultats par secteur et fait donc l'objet d'une analyse globale. A noter que l'ensemble des entreprises interrogées représente plus de 28 % du total des salariés du secteur privé.

Un ensemble de graphiques a été introduit depuis le BT n°129, récapitulant l'évolution des soldes d'opinions depuis plusieurs années. Outre le support d'analyse économique au niveau local, l'objectif est également d'apporter aux chefs d'entreprises un outil d'aide à la décision.

1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE

Les dirigeants sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

EXEMPLE							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 31 MARS 2007

La conjoncture au premier trimestre 2007 par rapport au trimestre précédent :

L'enquête trimestrielle de conjoncture révèle une baisse d'activité des entreprises du Territoire, cela malgré des charges déclarées à la baisse. En conséquence, l'emploi stagne et la trésorerie a tendance à se détériorer. Les investissements réalisés, affirmés en hausse au premier trimestre, témoigneraient plus d'un besoin de renouvellement de matériel que de réelles augmentations de capacités de productions.

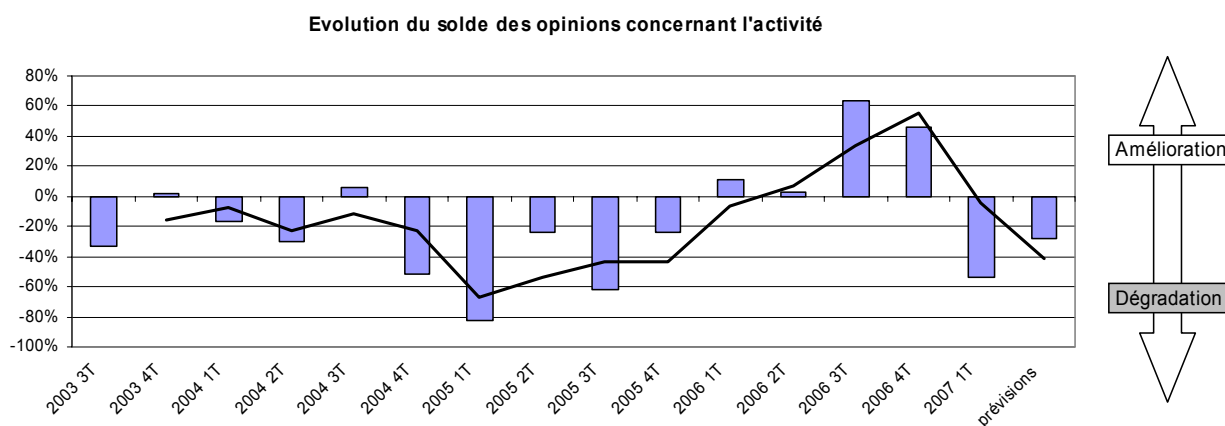
EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	→	↘	→	→	↘	↗	→

Anticipations des chefs d'entreprises pour le second trimestre 2007 :

Le pessimisme des dirigeants se confirme en terme de prévisions pour le second trimestre 2007. L'opinion de ces derniers se détériore quant au niveau d'activité de leur société à court terme. La plupart des autres indicateurs se montre stable. S'agissant des investissements, les entrepreneurs devraient, comme au premier trimestre, continuer de renouveler leurs machines et appareils sans pour autant se doter davantage de capacités de production.

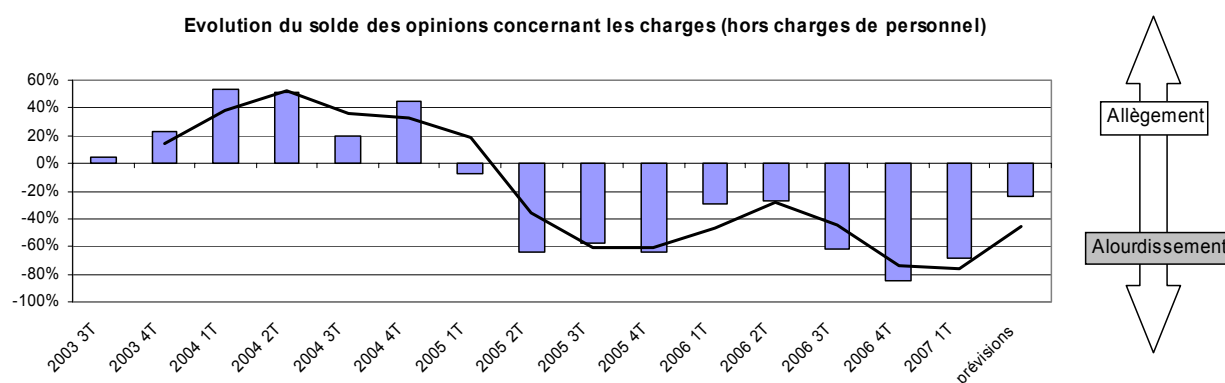
PREVISIONS							
Pour le deuxième trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	→	→	→	→	→	↗	→

Evolution des soldes d'opinion



Source IEOM - enquête de conjoncture.

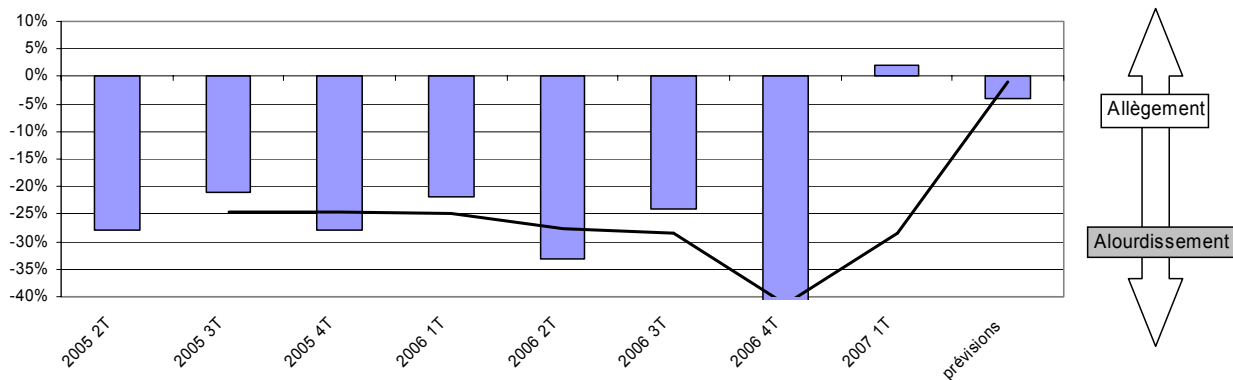
Après une période d'amélioration progressive, le solde des opinions relatif à l'activité des entreprises s'est dégradé au premier trimestre 2007 et devrait rester négatif pour le trimestre en cours.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les chefs d'entreprise interrogés affirment toujours subir, en ce début d'année, un alourdissement de leurs charges, malgré une situation qui a tendance à s'améliorer.

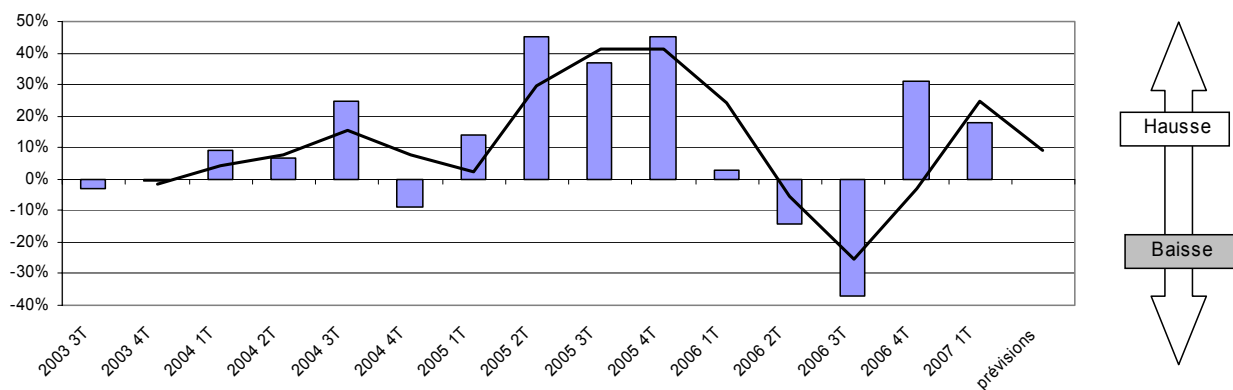
Evolution du solde des opinions concernant les charges de personnel



Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'opinion des dirigeants quant à l'évolution du poids des charges de personnel s'est inversée au premier trimestre 2007. En moyenne, ces derniers déclarent en effet bénéficier d'un léger allègement.

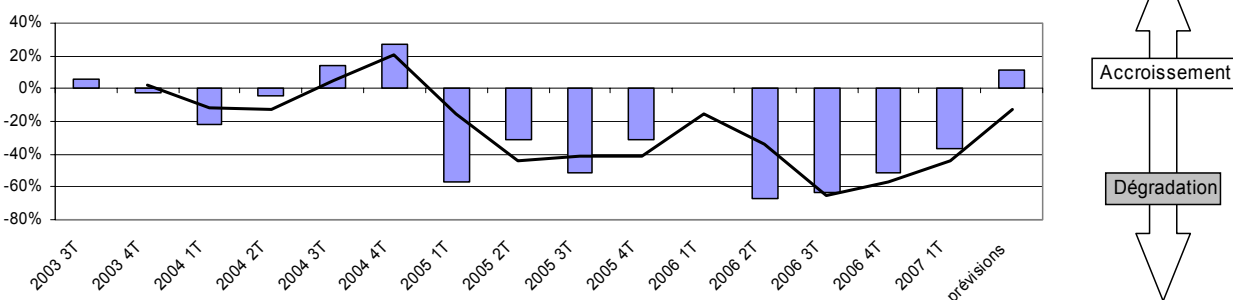
Evolution du solde des opinions concernant le prix de vente



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les chefs d'entreprise affirment avoir augmenté leurs prix de vente pour les premiers mois de l'année 2007, bien que cette hausse soit moins marquée qu'en fin d'année 2006.

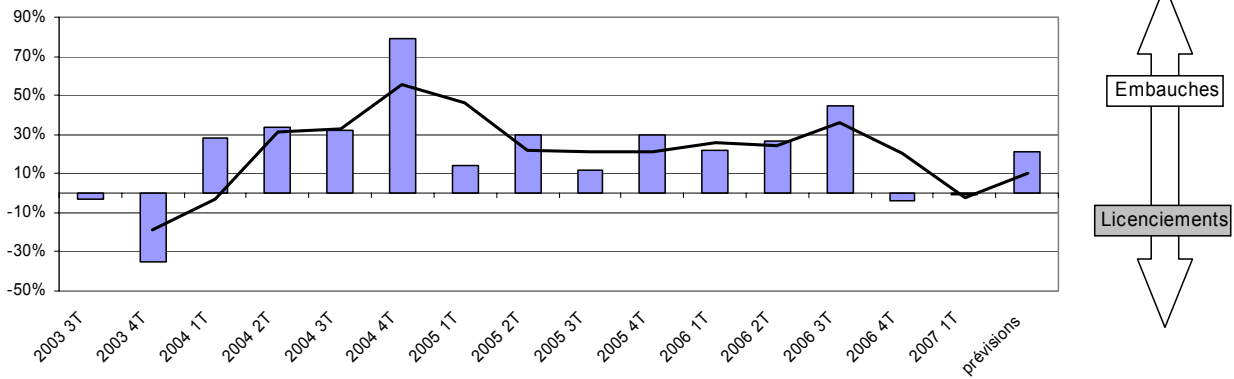
Evolution du solde des opinions concernant la trésorerie



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les difficultés de trésorerie connues ces derniers trimestres semblent s'estomper progressivement. L'opinion des patrons se révèle plutôt positive, ils déclarent en moyenne une prévision d'accroissement de leur trésorerie pour le second trimestre 2007.

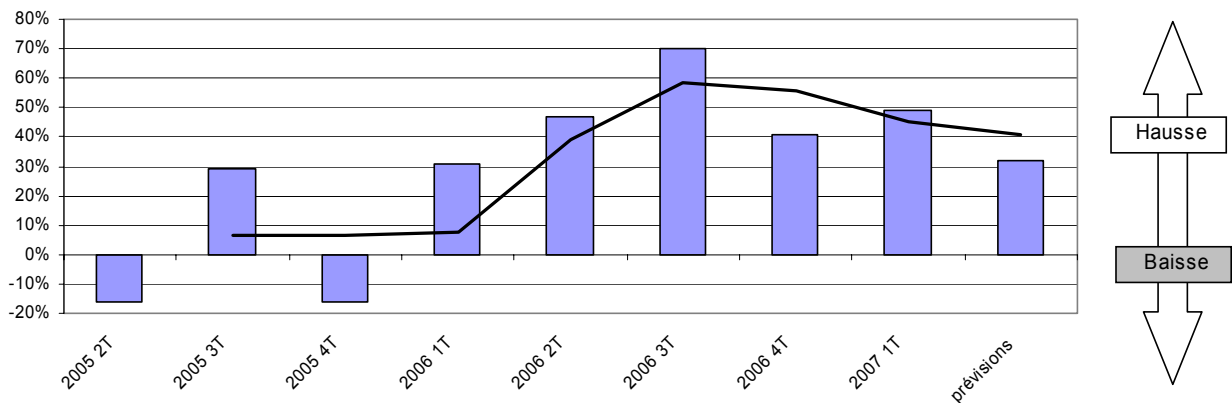
Evolution du solde des opinions concernant l'emploi



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Le niveau d'emploi se caractérise par une relative stabilité au premier trimestre. Le solde d'opinion s'avère nul, les chefs d'entreprises ayant déclaré, en moyenne, ne pas avoir embauché ni licencié en ce début d'année.

Evolution du solde des opinions concernant l'investissement



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Dans la continuité d'une phase d'opinion largement positive, les responsables de société admettent continuer d'investir. Compte tenu des éléments connexes, notamment une activité déclarée à la baisse, les dirigeants orienteraient plus facilement leurs investissements vers du renouvellement de matériels et moins vers des augmentations des capacités de production.

Points particuliers soulignés par les entreprises :

Les chefs d'entreprises interrogés ont souhaité mettre en exergue les éléments suivants, destinés à affiner l'analyse de la conjoncture :

- ✓ Un grand nombre d'entre eux confirme la morosité de l'activité économique de ces derniers mois, due à la série d'événements liée au décès du Lavelua au début du mois de mai.

- ✓ L'entière dépendance en fournitures vis-à-vis de l'extérieur est considérée comme une forte contrainte par plusieurs chefs d'entreprises. La défaillance de marchandises, liée à l'absence de ravitaillement maritime au mois de mai, aurait abouti à des cessations temporaires d'activité, plus particulièrement dans le secteur du commerce.
- ✓ Plusieurs producteurs locaux souhaiteraient la mise en place de mesures, de type politique douanière, visant à encourager la production locale, aujourd'hui fortement concurrencée voire découragée par les importations.
- ✓ L'augmentation des délais de paiements des clients pèserait fortement sur le niveau de trésorerie de certaines entreprises qui, de ce fait, éprouvent des difficultés à payer leur fournisseur à temps.
- ✓ L'enchevêtrement des pouvoirs sur le Territoire engendrerait, selon plusieurs responsables de sociétés, un désintéressement des investisseurs extérieurs potentiels, ce qui entraverait le développement économique de l'archipel.
- ✓ Enfin, on constate toujours une demande de plus de confiance de la part des investisseurs en direction des banques. Les entreprises souhaitant se développer aspirent à plus de souplesse de la part des établissements de crédits dans l'accès au financement de leurs investissements.

Evolution du nombre d'entreprises

Tous secteurs confondus, le solde des créations et fermetures d'entreprises patentées sur le Territoire au premier trimestre 2007 s'établit à moins 11 unités, soit une baisse de 3,0 % du nombre de structures en trois mois. Le secteur du BTP subit pleinement cette tendance avec la fermeture de 13 sociétés sur les 65 dénombrées fin 2006. Le commerce reste stable avec 4 cessations d'activité pour 3 créations à 120 entreprises recensées au 31 mars 2007. Parallèlement, les services et l'hôtellerie restauration ne connaissent pas d'évolution marquante sur la période.

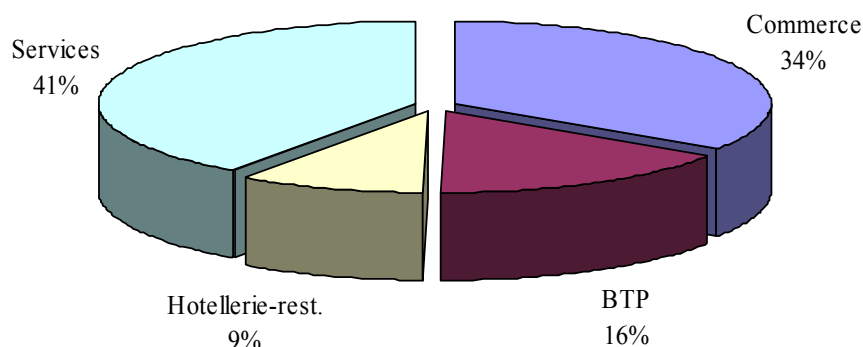
Entreprises de Wallis et Futuna

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 30/09/06	Nombre total d'entreprises au 31/12/06	Fermetures 4ème trimestre 2006	Créations 4ème trimestre 2006	Nombre total d'entreprises au 31/03/07
Commerce	122	121	4	3	120
BTP	64	65	13	3	55
Hotellerie-rest.	33	32	1	2	33
Services	143	142	3	2	141
Total	362	360	21	10	349

Source : Service des contributions diverses

La tendance depuis deux ans est marquée par une relative stabilité du nombre d'entreprises, hormis pour le secteur du BTP dont la population décroît sensiblement, à 80 unités début 2005 contre 55 au 31 mars 2007. Cependant, les signatures du Contrat de développement 2007-2011 et de la convention de financement du IXième FED, qui ont eu lieu récemment, laissent espérer un regain d'activité du secteur, notamment du fait de l'importance des chantiers prévus (construction des ports de commerces et de pêche, rénovation des locaux de l'enseignement primaire, revêtement de la piste de l'aéroport de Vélé).

Répartition des entreprises par secteur au 31/03/07



Source : Service des contributions diverses

1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

Le produit des taxes intérieures de consommation :

Le total des produits des taxes de consommation accuse une baisse de 4,7 % au premier trimestre 2007 par rapport à la même période l'année dernière. Cette dernière est largement provoquée par la taxe sur les hydrocarbures qui génère moins de revenus qu'un an auparavant (-16,5 %), allant de paire avec la baisse des prêts affectés aux véhicules relevée ci-après. En revanche, les ventes d'alcools et de tabacs engendrent un supplément de recettes ce trimestre avec respectivement +1,7 % et +4,4 % par rapport au premier trimestre 2006.

Evolution des taxes intérieures de consommation

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 31/03/2006	Cumul au 31/03/2007	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	31,9	33,3	4,40%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	30,2	30,6	1,66%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	41,1	34,3	-16,47%
TOTAL	103,1	98,2	-4,71%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Les crédits à la consommation :

Le poids grandissant des prêts personnels non affectés se confirme au premier trimestre 2007 avec un encours supérieur de +7,1 % à celui du trimestre précédent. A contrario, ce début d'année témoigne de la tendance à la baisse des prêts affectés, notamment ceux visant à financer les véhicules, à - 11,9 % en glissement trimestriel et - 35,1 % en glissement annuel. L'ensemble apparaît comme stable, à -0,4 % sur le trimestre et -0,3 % sur un an.

Encours des crédits à la consommation

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2006	31/12/2006	31/03/2007	Variation sur trois mois	Variation sur un an
prêts personnels (non affectés)	407 305	531 368	569 231	7,1%	39,8%
véhicules	441 627	318 035	264 793	-16,7%	-40,0%
<i>véhicules neufs</i>	<i>431 232</i>	<i>312 199</i>	<i>260 558</i>	<i>-16,5%</i>	<i>-39,6%</i>
<i>véhicules occasion</i>	<i>10 395</i>	<i>5 836</i>	<i>4 235</i>	<i>-27,4%</i>	<i>-59,3%</i>
appareils ménagers	27 272	27 614	39 159	41,8%	43,6%
divers	207	0	398	-	-
sous total prêts affectés	469 106	345 649	304 350	-11,9%	-35,1%
TOTAL	876 411	877 017	873 581	-0,4%	-0,3%

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Après une période d'immatriculation de véhicules neufs très dynamique au dernier trimestre 2006, le début de l'année 2007 connaît un net ralentissement. Cette dégradation se traduit par une diminution de 24,3 % du nombre d'automobiles mises en circulation et de 62,9 % des deux roues par rapport au trimestre précédent. La comparaison des cumuls sur 12 mois, aux 31 mars 2006 et 2007, montre une progression des immatriculations de véhicules automobiles (+13,7 %) au détriment des 2 roues dont le nombre de mises en circulation diminue de 34,5 %.

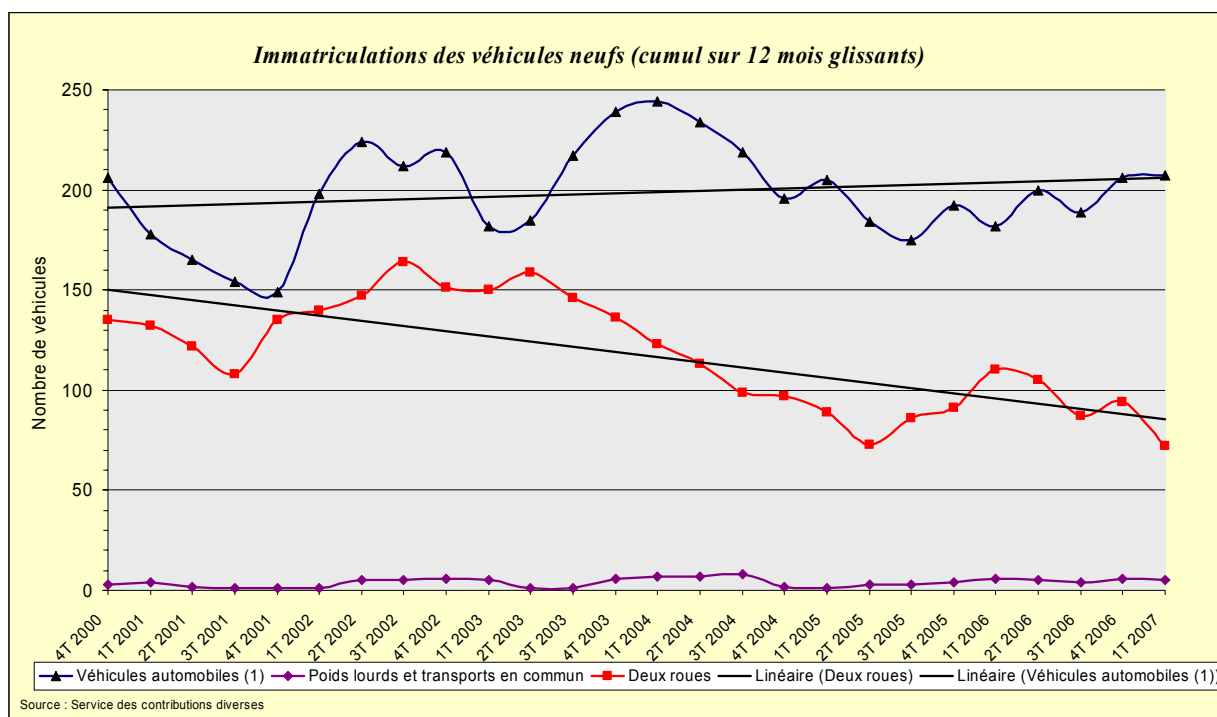
Immatriculations de véhicules neufs

	Cumul sur 12 mois glissants au 31/03/2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Cumul sur 12 mois glissants au 31/03/2007	Variation du cumul au 31/03/07 comparé au cumul au 31/03/07	Variation trimestrielle
Véhicules automobiles (1)	182	74	56	207	13,7%	-24,3%
<i>Wallis</i>	<i>170</i>	<i>70</i>	<i>56</i>	<i>201</i>	<i>18,2%</i>	<i>-20,0%</i>
<i>Futuna</i>	<i>12</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>6</i>	<i>-50,0%</i>	<i>-100,0%</i>
Deux roues	110	35	13	72	-34,5%	-62,9%
<i>Wallis</i>	<i>90</i>	<i>32</i>	<i>8</i>	<i>53</i>	<i>-41,1%</i>	<i>-75,0%</i>
<i>Futuna</i>	<i>20</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>19</i>	<i>-5,0%</i>	<i>66,7%</i>

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Depuis l'année 2000, l'évolution du cumul des immatriculations sur 12 mois glissants est confirmée par la tendance du premier trimestre 2007 : les motocyclettes connaissent de moins en moins de succès au profit des quatre roues dont le nombre d'enregistrements augmente doucement. Du fait du très faible nombre, l'évolution erratique des immatriculations de poids lourds rend irréalisable toute analyse de tendance.



- (1) Sauf poids lourds et transports en commun.
 (2) Source : Service des contributions diverses

1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

Le début de l'année 2007 semble amorcer une décroissance du nombre d'interdits bancaires, après une période de relative stabilité. On dénombrait 349 personnes physiques inscrits aux fichiers centraux des chèques au 31 mars, contre 361 il y a trois mois et 376 six mois auparavant. Cette situation pourrait esquisser un changement de comportement de la clientèle quant à l'utilisation des chèques bancaires.

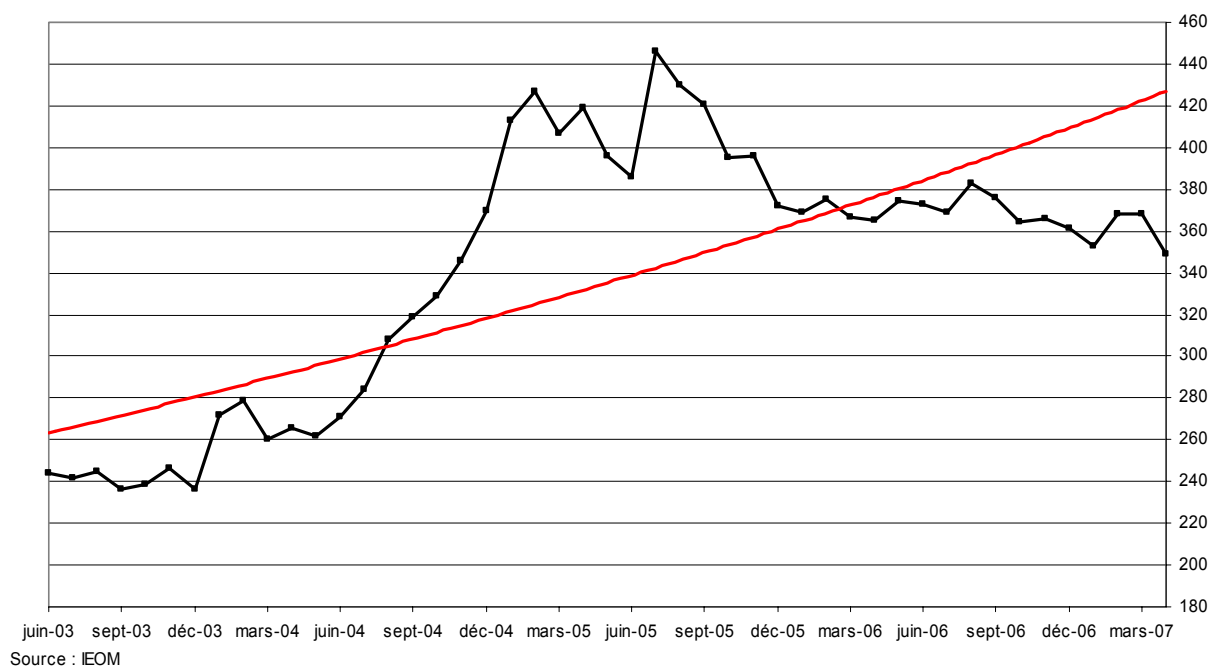
Nombre de personnes en interdits bancaires

Date	Au 33/03/06	Au 30/09/06	Au 31/12/06	Au 31/03/07	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	367	376	361	349	-3%	-7%	-5%

source : IEOM

Depuis juin 2003, l'évolution de la fragilité de la trésorerie des ménages a connu deux périodes relativement distinctes. De mai 2004 à septembre 2005, on a constaté une forte progression du nombre d'interdits bancaires qui pourrait être liée à une pratique abusive du bingo par les ménages du Territoire. Son interdiction en mai 2005 aurait provoqué une diminution de 20 % en quelques mois. Depuis, leur nombre décroît progressivement, sans pour autant retrouver le niveau observé en 2003 (environ 240 personnes).

Evolution du nombre de personnes physiques en interdicts bancaires à Wallis et Futuna depuis juin 2003



1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

1.3.1 L'EMPLOI

En l'absence d'organisme chiffrant le nombre d'emplois sur le Territoire, l'IEOM procède à une mise à jour de ses informations une fois par an, en recoupant plusieurs sources : déclarations des employeurs à la CLR et enquête sur les salariés déclarés aux autres organismes, extérieurs au Territoire.

Les données provisoires, établies notamment par la CLR sur la base des cotisations versées, permettent de constater que le nombre de salariés du Territoire aurait progressé de 0,9 % en 2006. On dénombre ainsi 1 836 personnes recensées par la CLR contre 1 820 en 2005. Cette évolution repose sur la légère hausse des emplois du secteur privé (+2,4 %) résultant principalement d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs du commerce et des services semblent connaître une augmentation de leurs effectifs salariés, tandis que l'industrie, l'artisanat et le BTP emploieraient moins de salariés qu'en 2005. Au total, le secteur privé représente 33 % de l'ensemble des salariés du Territoire.

Les effectifs du secteur public et semi-public sont stables sur l'année 2006 et représentent respectivement 56,8 % et 10,2 % des emplois.

Il convient de souligner l'importance des chantiers de développement, emplois temporaires financés intégralement par les autorités publiques, notamment pour soutenir le travail.

Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR

	déc-05		déc-06		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
Secteur privé	593	32,6%	607	33,0%	2,4%
dont :					
Industrie/Artisanat	100	5,5%	92	5,0%	-8,1%
BTP	79	4,4%	55	3,0%	-30,5%
Commerce	202	11,1%	241	13,1%	19,2%
Services	164	9,0%	181	9,9%	10,3%
Employés de maison	46	2,5%	37	2,0%	-20,1%
Secteur semi-public*	186	10,2%	187	10,2%	0,4%
Secteur public	1041	57,2%	1042	56,8%	0,1%
Total	1820	100,0%	1836	100,0%	0,9%
Contrats de développement	272	14,9%	350	19,1%	29,0%

Source CLR-CCPF

* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été revalorisé de 2,5 % à compter du 1^{er} janvier 2007 et atteint 76 339 XPF sur la base de 169 heures travaillées.

Depuis le 1^{er} janvier 2000, aucun agent de l'Administration supérieure n'est plus rémunéré au SMIG. Le salaire minimum de l'administration territoriale, qui correspond à l'indice 250, s'élevait à 103 741 XPF au 31 décembre 2006 (contre 102 208 XPF un an plus tôt). Le barème de la fonction publique a été revalorisé au premier janvier 2007 de +1,5 %.

L'importance de l'écart entre le SMIG et les salaires moyens de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

1.3.3 LES PRIX

L'indice des prix enregistre une variation de + 0,64 % au premier trimestre 2007, cela malgré la nette baisse du prix des services de -1,75 %, principalement liée aux coûts des transports publics en forte diminution (- 5,67 %). Néanmoins, les prix des produits alimentaires et manufacturés connaissent une évolution à la hausse avec respectivement + 0,93 % et + 0,98 % en trois mois. Il est nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice actuel devrait être mis à jour prochainement (nouvelles pondérations, élargissement du panier de prix) par le Service Territorial des Statistiques, suite aux résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006.

Evolution de l'indice des prix à la consommation

	1er trimestre 2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
Indice global (IPC)	132,72	134,66	135,52	0,64%	2,11%
Indice des produits alimentaires	125,19	125,44	126,61	0,93%	1,13%
Indice des produits manufacturés	135,52	139,35	140,71	0,98%	3,83%
Indice des services	157,93	160,35	157,54	-1,75%	-0,25%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Les taxes à l'importation

L'évolution des taxes sur les importations début 2007 se caractérise par une hausse de près de 10 % de leur montant au premier trimestre 2007 relativement à la même période un an plus tôt. Les droits de douanes bénéficient le plus de cette vigueur avec + 25,2 % à 72,4 millions de F CFP. Parallèlement, les taxes d'entrée suivent une évolution moins franche avec + 4,9 % pour 181,1 millions de F CFP perçus entre janvier et mars 2007.

Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 31/03/2006	Cumul au 31/03/2007	Variation p/r à l'exercice précédent
Droits de douanes ⁽¹⁾	57,8	72,4	25,21%
Taxes d'entrée ⁽²⁾	173,1	181,6	4,89%
TOTAL	231	254	9,98%

⁽¹⁾ Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

⁽²⁾ Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

A près de 1 300 millions de F CFP de marchandises importées au premier trimestre 2007, le commerce avec l'extérieur s'affiche en baisse (-15,4 %) par rapport au dernier trimestre 2006, période qui avait connu un dynamisme sans précédent en matière d'importations. La demande en produits alimentaires, qui représentent le poste le plus important avec 28,5 % du total des biens importés en valeur, s'établit en baisse de 21,6 % au premier trimestre 2007 par rapport au quatrième trimestre 2006.

Importations en valeur

<i>en millions de F CFP</i>	Total 2006		4ème Trimestre 2006		1er Trimestre 2007		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2007	Importations 2007 / total 2006
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>			
Produits alimentaires	1 342,2	27,0%	466,8	30,8%	365,8	28,5%	-21,6%	365,8	27,3%
Matériel de transport	671,6	13,5%	148,3	9,8%	193,0	15,0%	30,1%	193,0	28,7%
Produits minéraux (ciments, hydrocarbures, ...)	784,1	15,8%	216,1	14,3%	219,6	17,1%	1,6%	219,6	28,0%
Fournitures, BTP ...	533,3	10,7%	165,6	10,9%	143,8	11,2%	-13,2%	143,8	27,0%
Machines et appareils (1)	557,9	11,2%	181,9	12,0%	138,5	10,8%	-23,9%	138,5	24,8%
Industries chimiques (2)	417,5	8,4%	109,6	7,2%	99,6	7,8%	-9,1%	99,6	23,9%
Linges et accessoires	259,3	5,2%	86,3	5,7%	34,8	2,7%	-59,7%	34,8	13,4%
Marchandises et produits divers (3)	142,4	2,9%	46,7	3,1%	22,6	1,8%	-51,6%	22,6	15,9%
Papiers, cartons	105,6	2,1%	35,8	2,4%	29,1	2,3%	-18,7%	29,1	27,6%
Instruments et appareils optiques	163,6	3,3%	59,0	3,9%	36,6	2,9%	-38,0%	36,6	22,4%
Armes et munitions	0,1	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	-	0,1	103,4%
Objets d'art et de collection	0,3	0,0%	0,2	0,0%	0,0	0,0%	-	0,0	-
Total	4 977,9	100,0%	1 516,3	100,0%	1 283,5	100,0%	-15,4%	1 283,5	25,8%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

Les fournitures et les machines et appareils enregistrent des variations comparables avec respectivement -13,2 % et -23,9 %. En revanche, le matériel de transport enregistre une nette hausse de +30,1 % en glissement trimestriel résultant notamment de l'importation d'une pièce détachée destinée au Twin-Otter assurant la liaison Wallis – Futuna, pour 26 millions de F CFP. Fin mars, le niveau des

importations atteint 25,8 % du total de 2006, soit une légère progression qui pourrait se conforter dans les prochains trimestres.

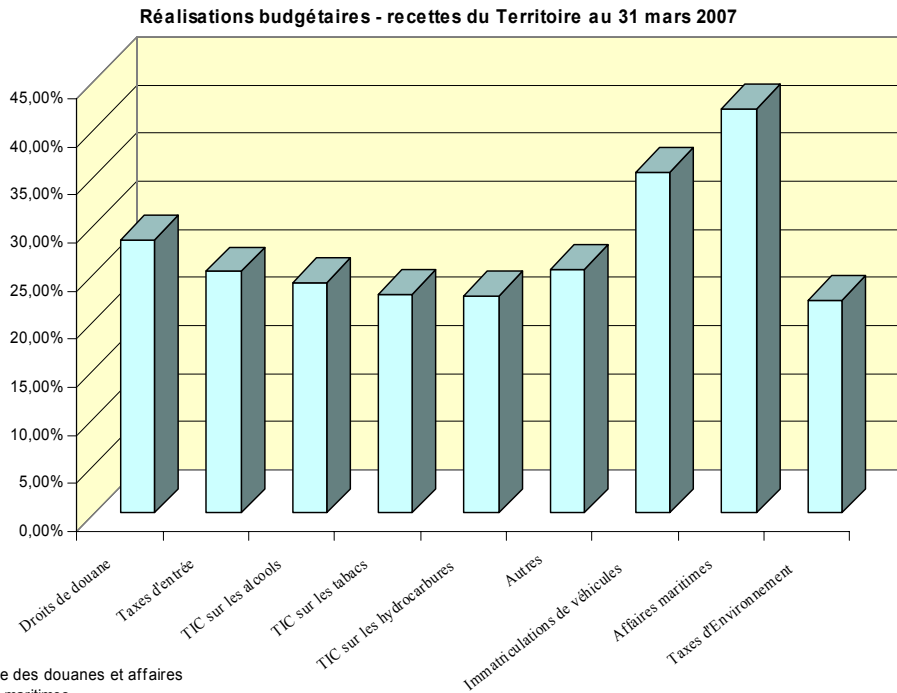
1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales perçues au 31 mars 2007 sont supérieures de quatre points aux prévisions (taux de réalisation de 29,3 % contre 25 % attendu après le premier quart de l'année écoulé). Une grande partie des produits des impôts directs a déjà été perçue (77,4 %), ce qui favorise largement l'excédent des recettes déjà provisionnées. Le niveau des rentrées douanières apparaît cohérent avec les prévisions alors que le produit des taxes diverses s'affiche à 39,9 % contre 25 % théoriquement, notamment du fait du revenu des taxes liées aux affaires maritimes (taxe de francisation, taxe de quai, taxe de lamanage et taxe d'immatriculation des navires). Enfin, on constate un léger retard des rétributions sur la vente de tabac, dont le monopole revient au Territoire, à 54,6 millions de F CFP perçus contre 58,24 en suivant une évolution normale.

Evolution budgétaire des recettes fiscales

<i>Recettes en millions de F CFP</i>		...prévues au budget primitif 2007	...réalisées au 31/03/2007	% réalisé
	Droits de douane	255	72,37	28,4%
	Taxes d'entrée	723	181,55	25,1%
	Sous total	978	253,92	26,0%
Recettes douanieres	Taxes intérieures de consommation :			
	alcools	139	33,27	23,9%
	tabacs	135	30,65	22,7%
	hydrocarbures	152	34,29	22,6%
	Autres	7,0	1,78	25,4%
	Sous total	432,6	99,99	23,1%
Taxes diverses	Immatriculations de véhicules	5	1,91	35,4%
	Affaires maritimes	55	23,09	42,0%
	Taxes d'Environnement	5,0	1,10	22,1%
	Sous total	65,4	26,11	39,9%
Total Taxes et droits indirects		1476,0	380,01	25,7%
Impôts directs		109,0	84,33	77,4%
TOTAL		1585,0	464,34	29,3%
Ventes des tabacs		233	54,59	23,4%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes



1.3.6 L'ENERGIE

L'énergie électrique

Compte tenu du faible dynamisme de l'activité économique et d'un accroissement démographique très faible, le marché de l'électricité sur le Territoire ne possède pas de réserve significative de clientèle supplémentaire. Ainsi, les variations de ventes constatées sont généralement le fait d'une utilisation plus intensive ou d'une amélioration de l'équipement des ménages et des entreprises. Le début de l'année 2007 se caractérise par une baisse de la production (-0,5 %) et une progression des ventes (+0,6 %) d'électricité par rapport au trimestre précédent, induisant un meilleur rendement. Futuna admet une croissance des ventes (+6,8 %) et du nombre d'abonnés (+0,5 %) sur le trimestre, à l'inverse de sa voisine dont la situation se détériore.

Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	1er trimestre 2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Variation / 1er trim 2006	Variation trimestrielle
Production globale (milliers de kWh)	4 830	5 162	5 137	6,4%	-0,5%
Wallis	3 968	4192	4156	4,7%	-0,9%
Futuna	862	970	981	13,8%	1,1%
Ventes totales (milliers de kWh)	3981	4267	4291	7,8%	0,6%
Wallis	3203	3439	3407	6,4%	-0,9%
Futuna	778	828	884	13,7%	6,8%
Abonnés	3 618	3 669	3 655	1,0%	-0,4%
Wallis	2505	2561	2541	1,4%	-0,8%
Futuna	1113	1108	1114	0,1%	0,5%

Source : EEWF

L'évolution des tarifs de l'énergie électrique est fortement corrélée à celle du prix des hydrocarbures, l'intégralité de la production étant d'origine thermique. On constate de ce fait une hausse sensible en variation annuelle (+12,7%), indépendante selon les tranches de consommation. Les prix sur le premier trimestre progressent de manière homogène à +0,3%.

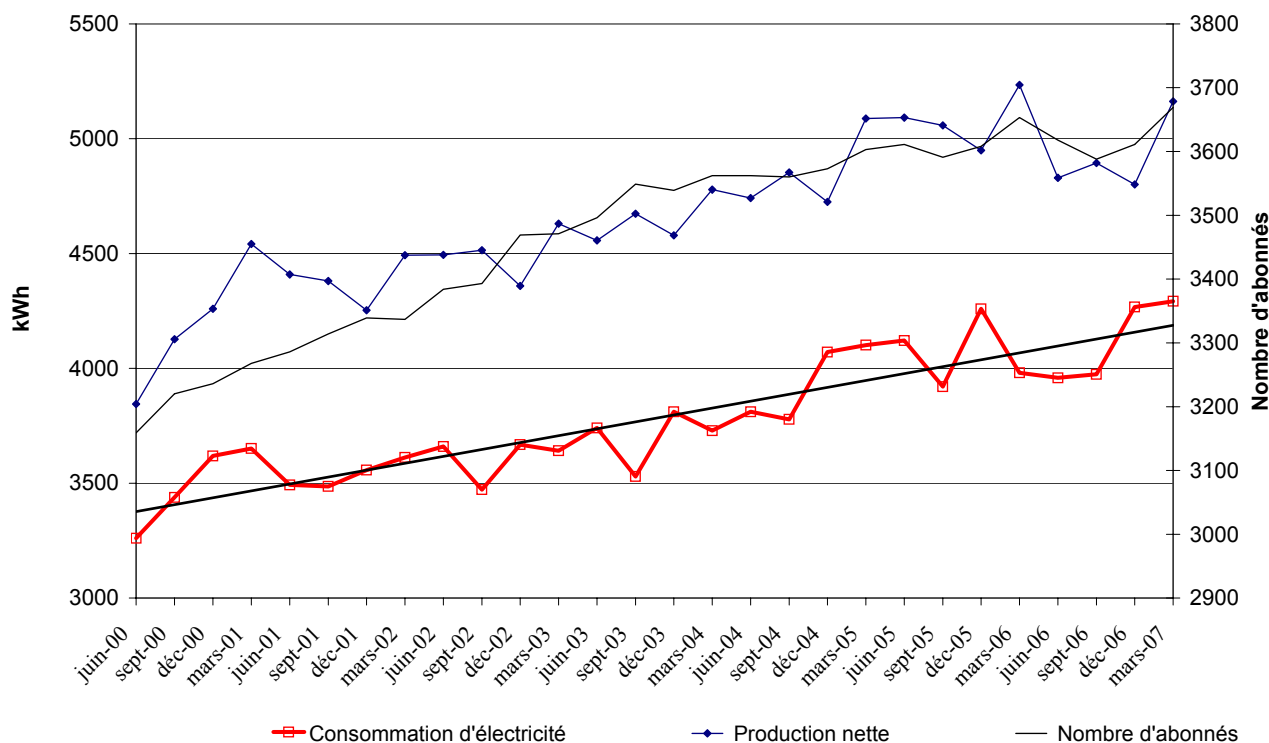
Evolution de la tarification de l'énergie électrique

<i>prix du kWh en XPF</i>	1er trimestre 2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Variation / 1er trim. 2006	Variation trimestrielle
Basse tension					
Petits utilisateurs	61,52	69,13	69,36	12,7%	0,3%
1ère tranche	76,9	86,41	86,7	12,7%	0,3%
2ème tranche	61,52	69,13	69,36	12,7%	0,3%
3ème tranche	46,14	51,85	52,02	12,7%	0,3%
Prix moyen	61,52	69,13	69,36	12,7%	0,3%
Moyenne tension					
1ère tranche	57,68	64,81	65,03	12,7%	0,3%
2ème tranche	38,45	43,21	43,35	12,7%	0,3%
Prix moyen	48,07	54,01	54,19	12,7%	0,3%

Source : EEWf

Depuis 2000, le secteur de l'électricité bénéficie d'une certaine croissance. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 3 200 à 3700 en sept ans, conduisant à une hausse de la consommation et de la production. Toutefois, depuis environ deux ans, cette croissance semble s'infléchir lentement, notamment du fait du manque de vigueur du secteur privé.

Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna



Source : EEWf

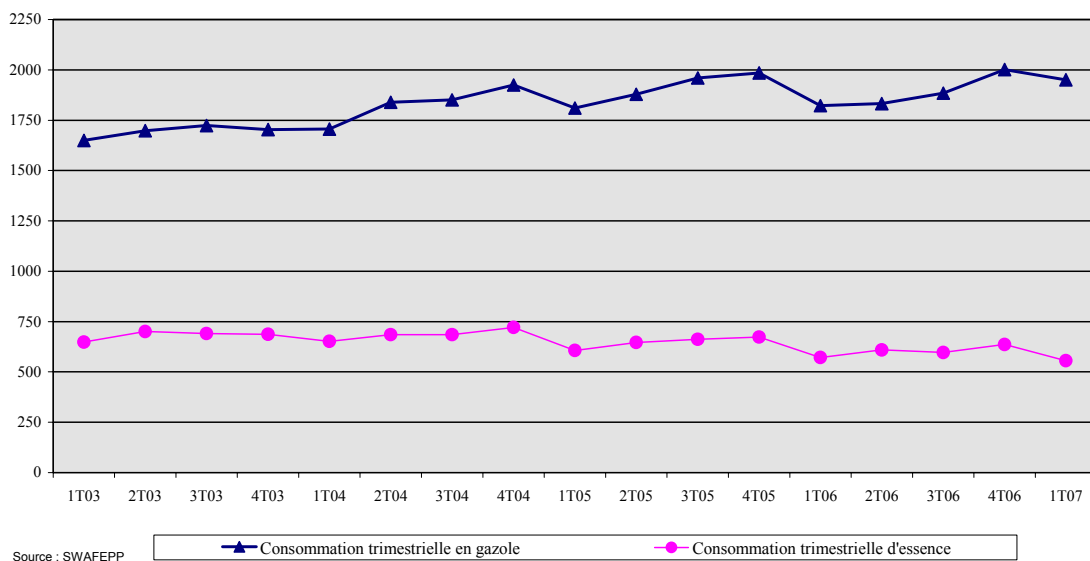
Les hydrocarbures

L'ensemble des indicateurs de consommation d'hydrocarbures apparaît à la baisse au 1^{er} trimestre 2007. Le succès du gasoil, observé depuis de nombreux mois, s'atténue sur les trois premiers mois de l'année avec une consommation en baisse de 2,5 % par rapport au dernier trimestre 2006. L'essence connaît également une diminution de sa consommation sur le Territoire, à -12,5 % en variation trimestrielle. L'absence d'effet de substitution habituellement constaté (hausse des sorties de gasoil au détriment de celles d'essence) traduit pleinement cette situation de dégradation. La consommation de gaz butane, généralement stable dans le temps, présente une légère hausse de +1,6 % ce trimestre. Parallèlement, les commandes de pétrole Jet A1, destinées à l'aérien, se relâchent à -5,5 % pour atteindre 249,8 milliers de litres.

Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)

	Cumul		Variation / Cumul n-1	4 ^{ème} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Variation / trimestre précédent	Rappel 1 ^{er} trimestre 2006
	(avril 2005 - mars 2006)	(avril 2006 - mars 2007)					
Essence							
Wallis	2162,5	2247,8	3,9%	544,2	473,1	-13,1%	485,9
Futuna	390,1	375,3	-3,8%	91,8	82,8	-9,8%	85,7
Total	2552,6	2623,1	2,8%	636,0	555,9	-12,6%	571,6
Gazole							
Wallis	6024,2	6548,4	8,7%	1557,0	1511,0	-3,0%	1407,7
Futuna	1623,0	1835,8	13,1%	444,8	439,8	-1,1%	414,6
Total	7647,1	8384,2	9,6%	2001,8	1950,8	-2,5%	1822,3
Pétrole Jet A1							
Wallis	701,4	896,6	27,8%	262,3	248,6	-5,2%	165,8
Futuna	7,7	5,3	-30,7%	1,4	1,2	-14,3%	2,0
Total	709,1	902,0	27,2%	263,7	249,8	-5,3%	167,7
Gaz butane (Total)	248,0	262,2	5,7%	59,2	60,2	1,6%	61,6

Source : SWAFEPP

**Consommation trimestrielle d'hydrocarbures à Wallis et Futuna
(en milliers de litres)**

Source : SWAFEPP

1.3.7 LES ECHANGES

Le trafic aérien

En l'absence de données actualisées au 31 mars 2007, apparaissent ci-dessous les statistiques relatives au transport aérien au 31 décembre 2006.

Trafic international

L'évolution du trafic international est en hausse au quatrième trimestre par rapport au troisième. On enregistre quatre vols supplémentaires pour 2,3 % de passagers en plus. Le fret suit une forte progression, +34,8 %, vraisemblablement liée aux fêtes de fin d'année et aux importations de marchandises supplémentaires pour faire face à la réduction de la desserte maritime. En glissement annuel, le nombre de passagers décroît (-1,1 %), bien que le nombre de vols progresse (+6,9 %), il s'en suit une baisse du taux de remplissage moyen de l'avion.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	58	58	62	6,9%	6,9%
Passagers	6 238	6 031	6 169	-1,1%	2,3%
- Arrivées	2 811	2 889	2 944	4,7%	1,9%
- Départs	3 427	3 142	3 225	-5,9%	2,6%
Fret (kg)	41 702	36 843	49 661	19,1%	34,8%
Poste (kg)	17 242	15 979	15 022	-12,9%	-6,0%

Source : Aviation civile

Trafic domestique

Au quatrième trimestre 2006, on compte 380 vols entre Wallis et Futuna pour 3 681 passagers transportés. Ces deux indicateurs sont respectivement en hausse de 27,5 % et 12,2 % en glissement trimestriel. Cette progression résulte principalement de l'organisation du festival du CIOFF (Conseil International des Organisations de Festivals de Folklore et d'Arts) fin 2006 à Futuna, ainsi que des vacances scolaires entraînant le retour des boursiers et élèves internes futuniens.

Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique

	4ème trimestre 2005	3ème trimestre 2006	4ème trimestre 2006	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
Nombre de vols	346	298	380	9,8%	27,5%
Passagers	3 676	3 280	3 681	0,1%	12,2%
- Arrivées	1 739	1 699	1 823	4,8%	7,3%
- Départs	1 937	1 581	1 858	-4,1%	17,5%
Fret (kg)	5 944	4 344	5 408	-9,0%	24,5%
Poste (kg)	2 706	1 959	2 327	-14,0%	18,8%

Source : Aviation civile

Sur le plan annuel, le nombre de passagers reste stable (+0,1 %) et le nombre de vols progresse (+9,8 %). Les volumes de transports de fret et de poste se détériorent sensiblement en 2006.

Le trafic maritime

Depuis septembre 2006, un seul bateau de marchandise accoste en moyenne chaque mois sur le Territoire (ports de Mata'Utu et de Léava) au lieu de deux précédemment. Ce phénomène explique à lui seul la forte diminution (-60 %) des touchées de navires au premier trimestre 2007 par rapport à celui de 2006.

Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis

	1er trimestre 2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Porte - conteneurs	10	3	4	-60,0%	33,3%
Pétroliers	3	3	3	-	-
Butaniers	1	1	1	-	-
Total	14	7	8	-42,9%	14,3%

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Le nombre d'abonnements téléphonique a progressé de 6,9 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2006. L'évolution annuelle conforte ce dynamisme et révèle une croissance significative de 22,7 %. Néanmoins, au 31 mars, les abonnés à Internet sont moins nombreux qu'il y a trois mois avec 577 inscrits contre 625. Parmi eux, on en dénombre 204 bénéficiant d'une formule intégrale (Internet illimité).

Evolution du nombre d'abonnés Internet

	31-mars-06	31-déc-06	31-mars-07	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Nombre d'abonnés Téléphone	1826	2095	2240	22,7%	6,9%
Nombre d'abonnés Internet	532	625	577	8,5%	-7,7%
Taux d'abonnés Internet	29%	30%	26%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

Bien que moins marquée, le cours du Franc Pacifique continue, au premier trimestre 2007, de s'apprécier face au dollar américain et au yen japonais. Au 31/12/2006, contre 100 yens, vous receviez 76,04 F CFP alors que trois mois plus tard vous n'en receviez plus que 75,86. A contrario, face aux dollars néo-zélandais et australiens, le franc perd de sa valeur sur les trois premiers mois de l'année 2007. A terme, ce phénomène pourrait faciliter les importations provenant de ces deux états, en diminuant les coûts d'achat en monnaie locale des marchandises.

en XPF	Au	Au	Au	Au	Variations		
	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007	m-3	m-6	m-12
100 JPY	83,79	79,91	76,04	75,86	-0,23%	-5,06%	-9,46%
USD	98,59	94,26	90,61	89,60	-1,11%	-4,94%	-9,12%
AUD	70,21	70,23	71,49	72,39	1,26%	3,08%	3,11%
NZD	60,35	61,43	63,73	64,01	0,43%	4,20%	6,06%
SGD	60,94	59,44	59,07	59,06	-0,01%	-0,63%	-3,08%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe – indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

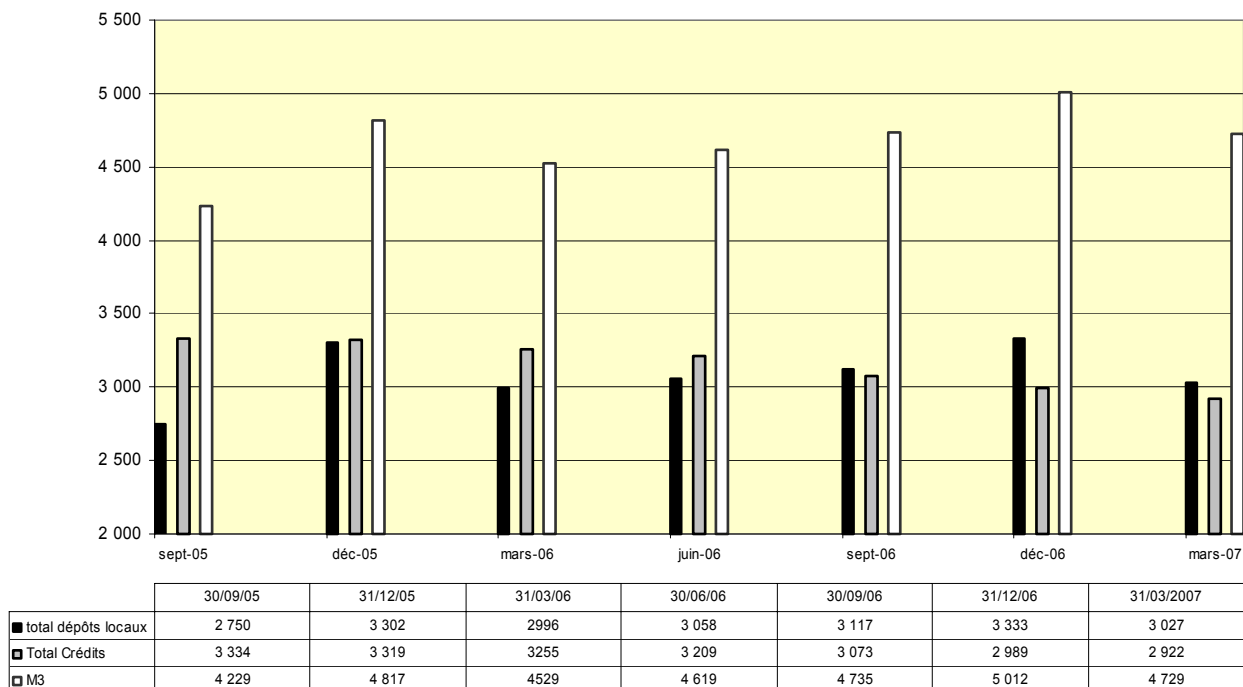
VUE GENERALE AU 31 MARS 2007

-**L'ensemble des dépôts collectés et gérés localement** enregistre, après une fin d'année traditionnellement en hausse, une variation à la baisse sur un trimestre, à 3 027 millions de F CPF au 31 mars 2007. La tendance depuis sept trimestres montre toutefois une progression de ces derniers.

-**L'encours des crédits bancaires** se dégrade au premier trimestre 2007 à 2 930 millions de FCP contre 2 987 trois mois plus tôt. La tendance à la baisse, observée depuis plusieurs trimestres, se confirme en ce début d'année.

-**La masse monétaire (M3)**, pourtant en forte hausse au trimestre dernier, subit une nette diminution entre janvier et mars 2007 à 4 729 millions de F CPF. Cette variation suit pleinement l'évolution de l'encours des dépôts qui se dégrade ce trimestre.

Evolution des principales données monétaires (valeur en millions de F CPF)



nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.

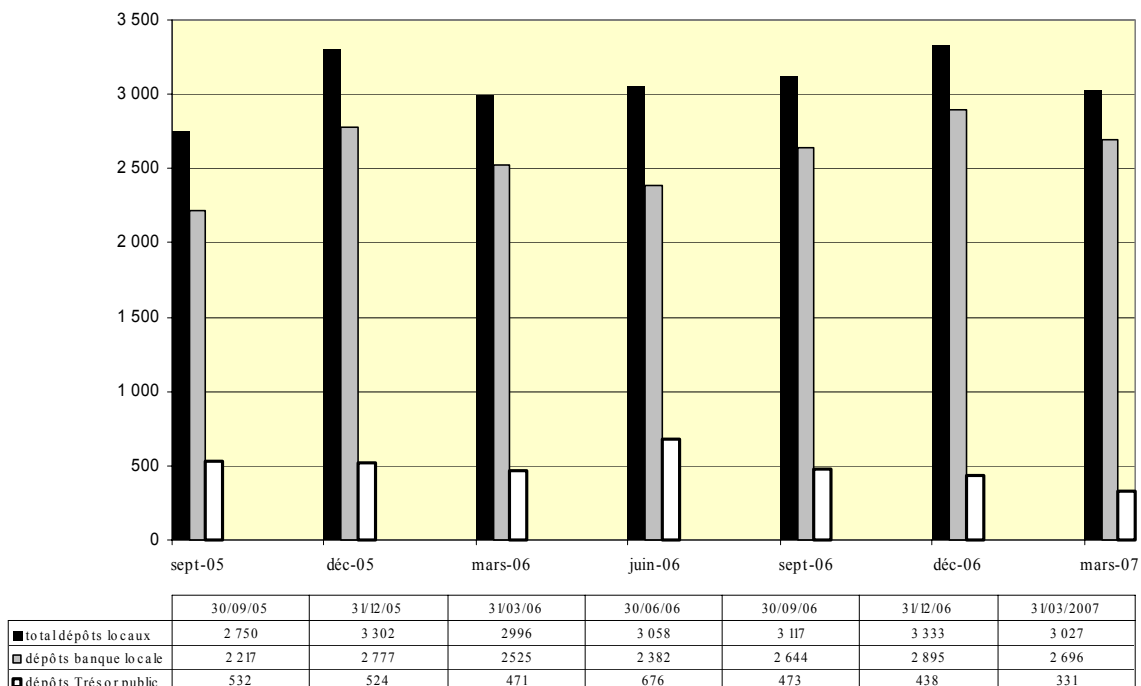
2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission. La valeur des dépôts chez la banque locale diminue légèrement au premier trimestre, tout comme ceux auprès du Trésor public. Cette évolution s'explique essentiellement par la politique du Trésor de fermeture progressive des comptes courants aux particuliers.

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de F CFP)



Dépôts à vue

Contrairement au trimestre précédent, les dépôts à vue sont en baisse sur le premier trimestre 2007 avec un total de 2 123 millions de F CFP au 31 mars 2007. Au niveau annuel, cette diminution se confirme avec notamment une variation de - 4,8 % sur un an. L'encours collecté par le Trésor Public, qui

s'élevait fin mars à 331 millions de F CFP, est en retrait de - 29,7% par rapport à la même période l'année précédente. En revanche, l'encours collecté par la banque locale, toujours sur la même période, bénéficie d'une légère progression à + 1,9%. La part des dépôts à vue dans l'ensemble des dépôts conserve tout de même un poids significatif avec 70,14 % du total.

TABLEAU I
Epargne collectée par les établissements locaux pour leur propre compte (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
Dépôts à vue	2 229	2 307	2 310	2 123	- 4,8%	-8,0%	- 8,1%
dont banque locale	1 758	1 834	1 872	1 792	1,9%	-2,3%	- 4,3%
dont Trésor Public	471	473	438	331	-29,7%	-30,0%	-24,4%
Comptes sur livrets	324	366	422	406	25,3%	10,9%	- 3,8%
dont banque locale	324	366	422	406	25,3%	10,9%	- 3,8%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
Autres placements liquides et à court terme	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
Dépôts à terme	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3	2 996	3 118	3 333	3 027	1,0%	-2,9%	- 9,2%
dont banque locale	2 525	2 645	2 895	2 696	6,8%	1,9%	- 6,9%
Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale	-	-	-	-	-	-	-
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	2 996	3 118	3 333	3 027	1,0%	-2,9%	- 9,2%
dont banque locale	2 525	2 645	2 895	2 696	6,8%	1,9%	- 6,9%
dont Trésor Public	471	473	438	331	-29,7%	-30,0%	-24,4%

part des dépôts à vue	75,25%	73,99%	69,31%	70,14%
part des comptes sur livrets	10,16%	10,81%	12,66%	13,41%
part des autres placements LCT	14,59%	14,79%	18,03%	16,45%

Comptes sur livrets et dépôts à terme

Parallèlement, l'encours des comptes sur livrets et dépôts à termes, exclusivement collecté par la banque locale, enregistre des baisses respectives de -3,8 % et -17,1 % au cours du premier trimestre, traduisant une diminution de l'épargne. Toutefois, on constate cependant une nette progression des encours sur un an. Le montant des comptes sur livret passe ainsi de 324 millions de F CFP au 31 mars 2006 à 406 millions de F CFP un an plus tard. Le même type d'évolution est constaté pour les dépôts à terme avec +12,4 % en un an pour un montant de 498 millions de F CFP observé à la fin du premier trimestre 2007.

2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

A l'inverse du trimestre précédent, l'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission) enregistre une légère baisse de -2,8 % ce trimestre. Néanmoins, on constate une tendance à la hausse de l'épargne au niveau annuel grâce notamment aux contrats d'assurances-vie qui progressent de 216 % par rapport à la même date l'année précédente. L'encours de l'épargne concernée n'inclut pas celle collectée par les compagnies d'assurances et par les établissements non représentés sur le territoire. Par ailleurs, les données de la CLR-CCPF sont comprises dans nos statistiques mais celles-ci ne font pas l'objet d'une actualisation régulière par cet établissement.

Les placements liquides et à court terme

Constitués exclusivement des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires, les placements liquides et à court terme permettent à leur propriétaire de bénéficier d'une gestion déléguée et d'un portefeuille diversifié. Leur encours accuse une baisse de 12,5 % par rapport au trimestre précédent.

Les placements d'épargne à long terme

Composés principalement des obligations et des OPCVM non monétaires, leur montant s'établit à 3 210 millions de F CFP au 31 mars 2007. Par ailleurs, le niveau des contrats d'assurance-vie progresse largement depuis un an, en atteignant 515 millions de F CFP en fin de premier trimestre 2007.

TABLEAU II
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007	<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
Placements liquides et à court terme	1 206	1 201	1 164	1 018	-15,6%	-15,2%	-12,5%
OPCVM monétaires	1 206	1 201	1 164	1 018	-15,6%	-15,2%	-12,5%
Placements d'épargne à long terme	2 930	2 957	3 187	3 210	9,6%	8,6%	0,7%
Actions	22	24	24	22	-	- 8,3%	- 8,3%
Obligations	1 535	1 509	1 509	1 511	- 1,6%	0,1%	0,1%
OPCVM non monétaires	1 210	1 163	1 159	1 161	- 4,0%	- 0,2%	0,2%
Assurances-vie	163	261	495	515	216,0%	97,3%	4,0%
TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE	4 136	4 158	4 351	4 228	2,2%	1,7%	- 2,8%

2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

Le total des actifs financiers collectés localement s'établit à 3027 millions de F CFP au 31 mars 2007, soit 1 % de plus qu'il y a un an. La répartition des dépôts locaux par agent économique montre la prépondérance des particuliers par rapport aux entreprises, qui possèdent presque la moitié de l'encours total (49 %).

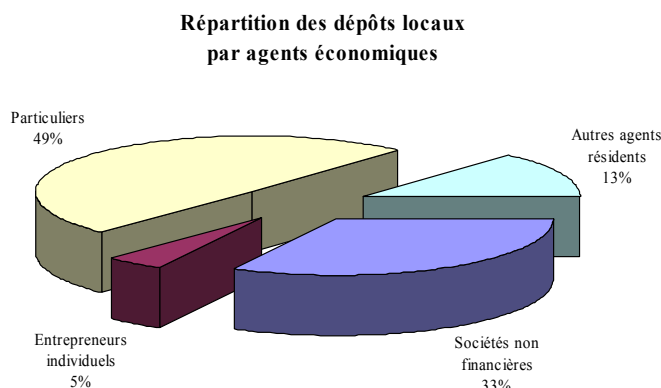


TABLEAU III

Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre par agent économique

<i>en millions de F CFP</i>	31/03/2006		31/03/2007		m/m-12
	m	%	m	%	
Dépôts à vue	2 229		2 123		- 4,8%
Sociétés non financières	891	40,0%	751	35,4%	-15,7%
Entrepreneurs individuels	121	5,4%	141	6,6%	16,5%
Particuliers	1 083	48,6%	1 099	51,8%	1,5%
Autres agents résidents	132	5,9%	130	6,1%	- 1,5%
Non résidents	2	0,1%	1	0,05%	-50,0%
Autres dépôts	766		904		18,0%
Sociétés non financières	173	22,6%	237	26,2%	37,0%
Entrepreneurs individuels	15	2,0%	-	0,0%	-100,0%
Particuliers	312	40,7%	395	43,7%	26,6%
Autres agents résidents	265	34,6%	271	30,0%	2,3%
Non résidents	1	0,1%	1	0,1%	-
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)	2 996		3 027		1,0%
Sociétés non financières	1 065	35,5%	988	32,6%	- 7,2%
Entrepreneurs individuels	136	4,5%	142	4,7%	4,4%
Particuliers	1 395	46,6%	1 494	49,4%	7,1%
Autres agents résidents	396	13,2%	401	13,2%	1,3%
Non résidents	4	0,1%	2	0,1%	-50,0%
Certificats de dépôts (CDD)	-		-		
TOTAL DES DEPOTS LOCAUX	2 996		3 027		1,0%

Épargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE)

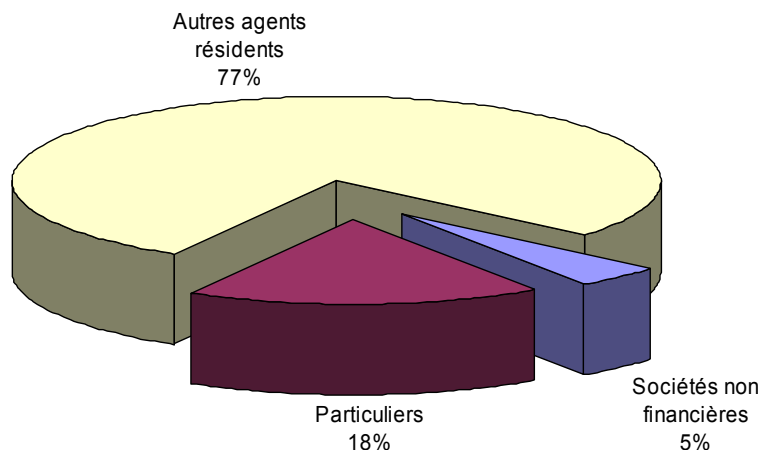
L'épargne gérée par des institutions extérieures suit la même tendance que celle gérée par la banque locale. On constate en effet une progression de 2,2 % en rythme annuel. Les particuliers sont le moteur de cette croissance, leur épargne étant passée de 485 millions de F CFP fin mars 2006 à 749 millions de F CFP au 31 mars 2007. La principale explication viendrait de la mise en place d'un produit bancaire lancé l'année dernière sur le Territoire par la banque locale et ayant rencontré un vif succès.

TABLEAU III bis
Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures par agent économique

en millions de F CFP	31/03/2006		31/03/2007		m/m-12
	m-12	%	m	%	
TOTAL	4 136		4 228		2,2%
Sociétés non financières	238	5,8%	192	4,5%	-19,3%
Entrepreneurs individuels	ND	-	ND	-	NS
Particuliers	485	11,7%	749	17,7%	54,4%
Autres agents résidents	3 413	82,5%	3 287	77,7%	- 3,7%
Non résidents		-		-	-

Concernant la répartition des dépôts par agent économique, la part des autres agents résidents, constitués exclusivement des administrations publiques, représente 78 % du total de l'épargne HZE. Elle diminue toutefois sur un an (-3,7 %). Enfin les sociétés non financières enregistrent une baisse de leur part de dépôts, avec 5 % du total.

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire. La somme des passifs au 31 mars 2007 atteint 2 919 millions de F CFP, répartis pour 57 % hors zone et 43 % dans la zone d'émission.

2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

La zone d'émission connaît, au premier trimestre 2007, une stabilité de ses concours bruts à 1 270 millions de F CFP contre 1 262 trois mois plus tôt. On constate néanmoins, en rythme annuel, une dégradation de 3,2 % de l'encours total. Les crédits de trésorerie des particuliers, qui représentent 68,8 % du passif global au 31 mars 2007, ne connaissent pas de variation significative ni sur le trimestre, ni sur l'année. L'encours des crédits à l'équipement des entreprises accuse ce trimestre par rapport au précédent une diminution de 8,5 % et une nette détérioration depuis un an (- 40,3 %). Les crédits à l'habitat, dont l'encours décroît de 4,5 % ce trimestre, représentent toujours un poids dérisoire, lié aux problèmes de garanties pour l'octroi de prêt bancaire. L'encours des comptes ordinaires débiteurs progresse au premier trimestre 2007 à 155 millions de F CPF contre 136 au 31 décembre 2006. Principalement détenus par les sociétés non financières, ces derniers représentent plus de quatre fois l'encours des crédits à l'équipement. Ceci s'expliquerait par un recours accru au découvert bancaire par les entreprises, faute de crédits bancaires adapté à leur besoin de financement. Toutefois, il convient de noter que l'encours brut de créances douteuses ne se détériore pas d'un trimestre à l'autre mais enregistre une baisse sensible sur l'année.

TABLEAU IV
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situés dans la zone d'émission

	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales							
Crédits de trésorerie	877	871	877	874	-0,3%	0,3%	-0,3%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	877	871	877	874	-0,3%	0,3%	-0,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	72	52	47	43	-40,3%	-17,3%	-8,5%
Sociétés non financières	32	15	14	12	-62,5%	-20,0%	-14,3%
Entrepreneurs individuels	40	37	33	31	-22,5%	-16,2%	-6,1%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'habitat	59	71	67	70	18,6%	-1,4%	4,5%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	1	16	15	14	1300,0%	-12,5%	-6,7%
Particuliers	58	55	52	56	-3,4%	1,8%	7,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	163	144	136	155	-4,9%	7,6%	14,0%
Sociétés non financières	140	125	114	139	-0,7%	11,2%	21,9%
Entrepreneurs individuels	5	5	2	2	-60,0%	-60,0%	0,0%
Particuliers	18	14	20	14	-22,2%	0,0%	-30,0%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	11	14	13	12	9,1%	-14,3%	-7,7%
Sociétés non financières	7	6	5	5	-28,6%	-16,7%	0,0%
Entrepreneurs individuels	4	8	8	7	75,0%	-12,5%	-12,5%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	16	14	9	6	-62,5%	-57,1%	-33,3%
Sociétés non financières	1	-	1	1	-	-	-
Entrepreneurs individuels	1	1	-	1	-	-	-
Particuliers	14	13	8	5	-64,3%	-61,5%	-37,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 198	1 166	1 149	1 158	-3,3%	-0,7%	0,8%
Sociétés non financières	179	147	134	156	-12,8%	6,1%	16,4%
Entrepreneurs individuels	52	67	58	54	3,8%	-19,4%	-6,9%
Particuliers	967	953	957	948	-2,0%	-0,5%	-0,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
Provisions non ventilées	104	104	105	100	-3,8%	-3,8%	-4,8%
Autres concours non ventilés	10	9	8	12	20,0%	33,3%	50,0%
TOTAL BRUT	1 312	1 279	1 262	1 270	-3,2%	-0,7%	0,6%

2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLEES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

Le total des crédits accordés par les établissements hors de la zone d'émission décroît tant en rythme trimestriel (-4,2 %) qu'annuel (-15,0 %), à 1 661 millions de F CFP au 31 mars 2007. Les autres agents résidents détiennent l'intégralité des crédits à l'équipement dont l'encours s'établit en baisse (-3,8 %) par rapport au dernier trimestre 2006. Par ailleurs, les crédits à l'habitat, essentiellement accordés par l'Agence Française de Développement (AFD), poursuivent également leur déclin ce trimestre à -5,9 %. Cette évolution traduit un désengagement de l'agence dans ce secteur, cette dernière n'accordant plus de nouveaux crédits depuis fin 2004. Le poids des créances douteuses nettes, essentiellement supporté par les crédits à l'habitat octroyés par l'AFD, a tendance à diminuer avec -5,0 % en variation trimestrielle.

TABLEAU V
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situé hors zone d'émission

	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	539	486	480	462	-14,3%	- 4,9%	- 3,8%
Sociétés non financières	27	-	-	-	-100,0%	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	512	486	480	462	- 9,8%	- 4,9%	- 3,8%
Crédits à l'habitat	949	848	809	761	-19,8%	-10,3%	- 5,9%
Sociétés non financières	3	2	2	2	-33,3%	-	-
Entrepreneurs individuels	27	24	23	18	-33,3%	-25,0%	-21,7%
Particuliers	919	822	784	741	-19,4%	- 9,9%	- 5,5%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	444	427	444	422	- 5,0%	- 1,2%	- 5,0%
Sociétés non financières	38	12	33	31	-18,4%	158,3%	- 6,1%
Entrepreneurs individuels	60	59	59	58	- 3,3%	- 1,7%	- 1,7%
Particuliers	346	356	352	333	- 3,8%	- 6,5%	- 5,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	21	41	-	16	-23,8%	-61,0%	-
Sociétés non financières	-	22	-	-	-	-100,0%	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	21	19	-	16	-23,8%	-15,8%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	1 953	1 802	1 733	1 661	-15,0%	- 7,8%	- 4,2%
Sociétés non financières	68	36	35	33	-51,5%	- 8,3%	- 5,7%
Entrepreneurs individuels	88	83	83	76	-13,6%	- 8,4%	- 8,4%
Particuliers	1 286	1 196	1 136	1 091	-15,2%	- 8,8%	- 4,0%
Autres agents résidents	512	486	480	462	- 9,8%	- 4,9%	- 3,8%
Provisions non ventilées	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL BRUT	1 953	1 802	1 733	1 661	-15,0%	- 7,8%	- 4,2%

2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

Les concours agrégés fournissent un aperçu de l'ensemble des engagements des agents économiques résidents, à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire. La dégradation de l'encours total brut, constatée en 2006, perdure début 2007. Cela se traduit en terme de baisse des encours des crédits à l'habitat et à l'équipement dont les totaux perdent respectivement 45 et 22 millions de F CFP en trois mois. L'évolution négative au niveau annuel se confirme avec une détérioration sensible de ces encours, passant ainsi, pour les crédits à l'habitat, de 1 008 à 831 millions de F CFP en un an. Les comptes ordinaires débiteurs, essentiellement détenus par les sociétés non financières, se dégradent en glissement annuel (-4,9 %) mais progressent en rythme trimestriel (+ 14,0 %) à 155 millions de F CFP au 31 mars 2007. La stabilité des crédits de trésorerie s'observe également à un niveau global (dans la zone et hors zone d'émission). A la fin du premier trimestre 2007, la répartition des passifs financiers par type d'agent montre la prédominance des particuliers qui détiennent 72,3 % de l'encours net total. Les autres agents résidents disposent de 16,4 % de l'ensemble, principalement en crédit à l'équipement. Enfin, le reliquat est détenu par les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) du Territoire.

L'évolution de la structure de la répartition des crédits présente peu de changements depuis 2003. La part des crédits à l'habitat a toutefois tendance à décroître graduellement au profit notamment des crédits à l'équipement. Le poids des crédits de trésorerie n'enregistre pas de variation significative sur les quatre dernières années. Par ailleurs, les comptes ordinaires débiteurs représentent toujours une partie minimale du total des encours.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de F CFP)

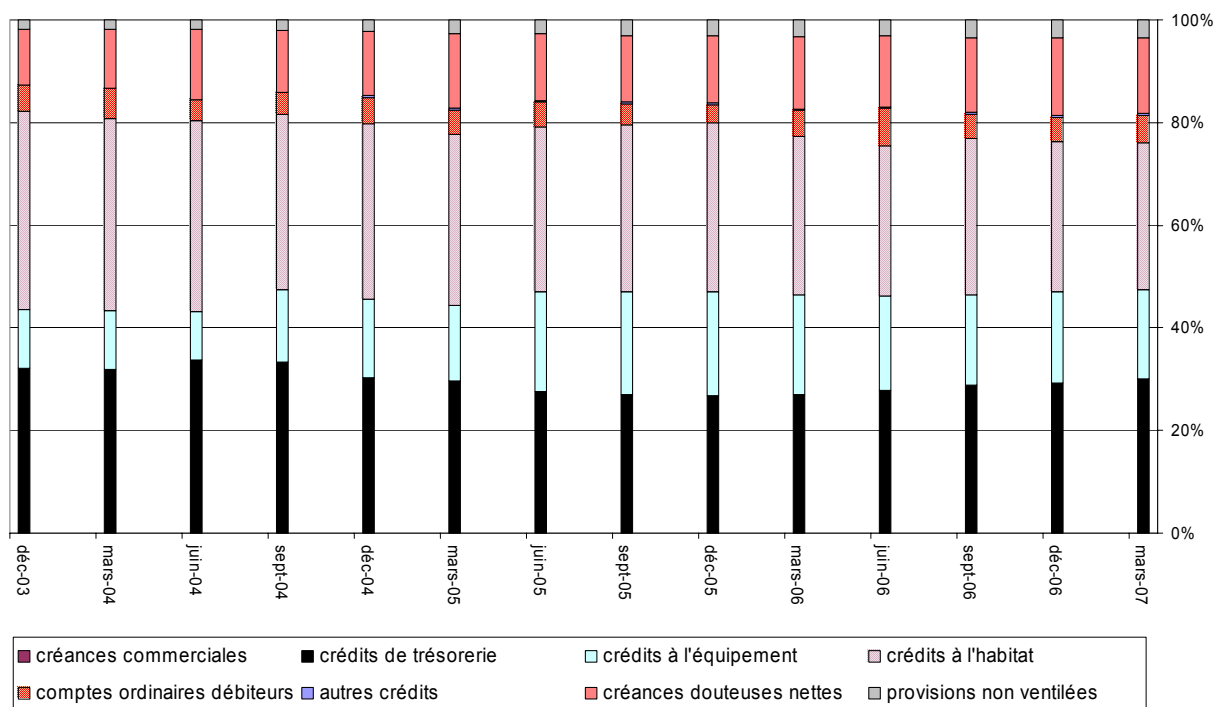


TABLEAU IV+V
 Concours de caractère bancaire toutes zones d'émission confondues

	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
Crédits de trésorerie	877	871	877	874	- 0,3%	0,3%	- 0,3%
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	877	871	877	874	- 0,3%	0,3%	- 0,3%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'équipement	611	538	527	505	-17,3%	- 6,1%	- 4,2%
Sociétés non financières	59	15	14	12	-79,7%	-20,0%	-14,3%
Entrepreneurs individuels	40	37	33	31	-22,5%	-16,2%	- 6,1%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	512	486	480	462	- 9,8%	- 4,9%	- 3,8%
Crédits à l'habitat	1 008	919	876	831	-17,6%	- 9,6%	- 5,1%
Sociétés non financières	3	2	2	2	-33,3%	-	-
Entrepreneurs individuels	28	40	38	32	14,3%	-20,0%	-15,8%
Particuliers	977	877	836	797	-18,4%	- 9,1%	- 4,7%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	163	144	136	155	- 4,9%	7,6%	14,0%
Sociétés non financières	140	125	114	139	- 0,7%	11,2%	21,9%
Entrepreneurs individuels	5	5	2	2	-60,0%	-60,0%	-
Particuliers	18	14	17	17	- 5,6%	21,4%	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Autres crédits	11	14	13	12	9,1%	-14,3%	- 7,7%
Sociétés non financières	7	6	5	5	-28,6%	-16,7%	-
Entrepreneurs individuels	4	8	8	7	75,0%	-12,5%	-12,5%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses nettes	460	441	453	428	- 7,0%	- 2,9%	- 5,5%
Sociétés non financières	39	12	34	32	-17,9%	166,7%	- 5,9%
Entrepreneurs individuels	61	60	59	59	- 3,3%	- 1,7%	-
Particuliers	360	369	360	338	- 6,1%	- 8,4%	- 6,1%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL NET	3 151	2 968	2 882	2 819	-10,5%	- 5,0%	- 2,2%
Sociétés non financières	247	183	169	189	-23,5%	3,3%	11,8%
Entrepreneurs individuels	140	150	141	130	- 7,1%	-13,3%	- 7,8%
Particuliers	2 253	2 149	2 093	2 039	- 9,5%	- 5,1%	- 2,6%
Autres agents résidents	512	486	480	462	- 9,8%	- 4,9%	- 3,8%
Provisions non ventilées	104	104	105	100	- 3,8%	- 3,8%	- 4,8%
Autres concours non ventilés	10	9	8	12	20,0%	33,3%	50,0%
TOTAL BRUT	3 265	3 081	2 995	2 931	-10,2%	- 4,9%	- 2,1%

2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

La masse monétaire s'inscrit en baisse au premier trimestre 2007 à 4 729 millions de F CPF, après un dernier trimestre 2006 particulièrement dynamique. Cette dernière retrouve le niveau connu fin septembre de l'année dernière. La circulation fiduciaire accuse néanmoins une hausse de 1,4 % sur trois mois à 1 702 millions de F CPF. L'ensemble des autres composantes de la masse monétaire se détériore en rythme trimestriel. Ainsi, l'encours des dépôts à vue perd 8,1 % sur trois mois à 2 123 millions de F CPF tandis que les comptes sur livret et les dépôts à terme s'amoinissent, avec respectivement -3,8 % et -17,1 % par rapport au dernier trimestre 2006. Toutefois, on notera qu'en variation annuelle, les composantes de M3 s'inscrivent en hausse, exceptés les dépôts à vue du Trésor public, du fait notamment de l'extinction progressive de l'activité bancaire aux particuliers par cet établissement.

TABLEAU VI
Composantes de la masse monétaire à Wallis et Futuna

COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007	variations en pourcentage		
en millions de F CPF	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
M1							
Circulation fiduciaire	1 533	1 618	1 679	1 702	11,0%	5,2%	1,4%
- Billets	1 535	1 620	1 680	1 704	11,0%	5,2%	1,4%
- Pièces	- 2	- 2	- 1	- 2	-	-	100,0%
Dépôts à vue	2 229	2 307	2 310	2 123	- 4,8%	- 8,0%	- 8,1%
- Banque(s)	1 758	1 834	1 872	1 792	1,9%	- 2,3%	- 4,3%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	471	473	438	331	-29,7%	-30,0%	-24,4%
Total M1	3 762	3 925	3 989	3 825	1,7%	- 2,5%	- 4,1%
M2 - M1	324	366	422	406	25,3%	10,9%	- 3,8%
Comptes sur livrets	324	366	422	406	25,3%	10,9%	- 3,8%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
Total M2	4 086	4 291	4 411	4 231	3,5%	- 1,4%	- 4,1%
M3 - M2	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
Dépôts à terme	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
- Banque(s)	443	445	601	498	12,4%	11,9%	-17,1%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
Total M3	4 529	4 736	5 012	4 729	4,4%	- 0,1%	- 5,6%

2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

Les contreparties de la masse monétaire permettent de connaître les agents économiques à l'origine de la création monétaire. La variation à la baisse de la masse monétaire ce trimestre par rapport au précédent s'explique :

- par une diminution des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit de 7,1 %
- par une diminution des créances sur le Trésor public de 24,6 %
- par une augmentation des concours bancaires sur ressources monétaires de 12,3 %

La position extérieure nette du système bancaire local s'est détérioré à -8,12 % ce trimestre du fait de la diminution des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit face à leur engagements hors zone d'émission.

TABLEAU VII
Contreparties de la masse monétaire à Wallis et Futuna

CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA							
	31/03/2006	30/09/2006	31/12/2006	31/03/2007			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
Avoirs hors zone d'émission	4 421	4 005	5 174	5 058	14,4%	26,3%	- 2,2%
- Institut d'émission	2 428	1 846	2 752	2 809	15,7%	52,2%	2,1%
- Etablissements de crédit locaux (*)	1 993	2 159	2 422	2 249	12,8%	4,2%	- 7,1%
Créances sur le Trésor public	405	424	398	300	-25,9%	-29,2%	-24,6%
Concours sur ressources monétaires	- 298	307	- 560	- 629	111,1%	-304,9%	12,3%
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 311	1 280	1 263	1 269	- 3,2%	- 0,9%	0,5%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 609	973	1 822	1 898	18,0%	95,1%	4,2%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	556	570	577	579	4,1%	1,6%	0,3%
- Provisions sur créances douteuses	104	104	105	100	- 3,8%	- 3,8%	- 4,8%
- Engagements hors zone d'émission (*)	238	235	236	239	0,4%	1,7%	1,3%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	711	64	904	980	37,8%	1431,3%	8,4%
Total	4 528	4 736	5 012	4 729	4,4%	- 0,1%	- 5,6%
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	1 755	1 924	2 186	2 010	14,5%	4,5%	- 8,1%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

Du fait de l'importance des dépôts collectés par rapport aux crédits accordés, le système bancaire se finance intégralement sur ressources propres. De plus la position extérieure nette des établissements de crédits est largement excédentaire. L'évolution trimestrielle présente, au niveau des emplois, une hausse de la part des crédits bruts passant de 36 % à 38 %, au détriment de la position extérieure. La structure des ressources montre une diminution de la part des dépôts collectés (78 %) nécessitant un accroissement du financement sur ressources propres.

TABLEAU VIII
Evolution du financement des crédits bancaires

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2006					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 311	41%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 466	78%
Réserves obligatoires	97	3%	Financement sur ressources propres *	659	21%
Réserves libres	-		Excédent des op. diverses des EC	38	1%
(-) position extérieure nette des EC	1 755	55%	Réesc compte	ND	-
TOTAL DES EMPLOIS	3 163	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 163	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2006					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 263	36%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 831	80%
Réserves obligatoires	95	3%	Financement sur ressources propres *	682	19%
Réserves libres	-		Excédent des op. diverses des EC	30	1%
(-) position extérieure nette des EC	2 186	62%	Réesc compte	ND	
TOTAL DES EMPLOIS	3 544	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 544	100%

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 269	38%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 644	78%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	678	20%
Réserves libres	ND	0%	Excédent des op. diverses des EC	51	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 010	60%	Réesc compte	ND	0%
TOTAL DES EMPLOIS	3 373	100%	TOTAL DES RESSOURCES	3 373	100%

(*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

2.5 RAPPEL DES TAUX

2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la Loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Par décret n° 2007-217 du 19 février 2007, le taux d'intérêt légal pour l'année 2007 a été fixé à 2,95 %.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Taux d'intérêt légal	8,4	5,82	6,65	3,87	3,36	3,47	2,74	4,26	4,26	3,29	2,27	2,05	2,11	2,95

2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM AU 31 MARS 2007

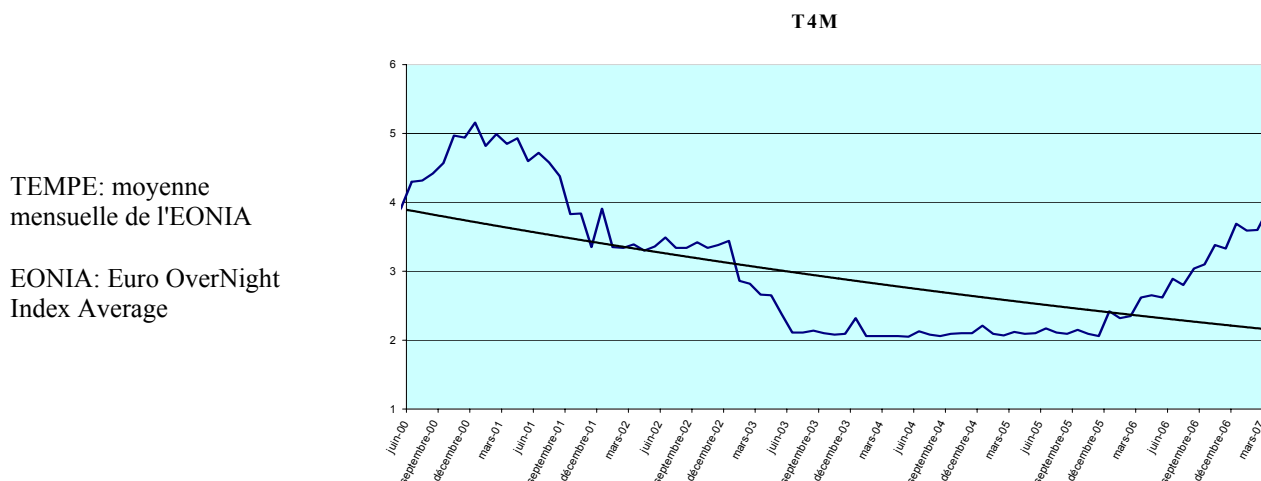
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	13/12/2006	2,50%	5,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	12/12/2006	2,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,35 % à 6,80 % (Taux SGFGAS depuis le 01/04/2007)
taux de la facilité de prêt marginal	14/03/2007	4,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/03/2007	4,75%	

2.5.3 LES TAUX DU MARCHE

Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local reste inchangé depuis le 1^{er} avril 2006 et s'établit à 8,4 %.

Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance



2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	1 ^{er} Trim.
	2006	2006	2006	2007
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	5,80%	5,99%	6,16%	6,27%
- Prêts à taux variable	5,48%	5,57%	5,73%	6,24%
- Prêts à taux relais	5,68%	5,81%	6,03%	6,35%
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,21%	20,36%	20,53%	20,33%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	17,81%	18,20%	18,81%	19,25%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,40%	8,48%	8,53%	8,72%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	1 ^{er} Trim.
	2006	2006	2006	2007
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,96%	10,25%	10,49%	10,76%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,55%	5,67%	6,17%	6,73%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,99%	6,31%	6,51%	6,84%
- Découverts en compte (2)	13,33%	13,97%	14,00%	14,44%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,44%	8,51%	8,81%	9,12%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim.	3 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim.	1 ^{er} Trim.
	2006	2006	2006	2007
- Découverts en compte (3)	13,33%	13,97%	14,00%	14,44%

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

3. LES MISSIONS DE L'IEOM

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

L'émission des signes monétaires : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP⁽¹⁾ (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1^{er} janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1^{er} janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1 000 XPF = 8,38 EUR). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 F CFP.

Les opérations de compensation interbancaire : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1^{er} octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions⁽²⁾, de crédits à taux réduits.

Les services rendus à la communauté bancaire (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES

Avec un total de 1 730 millions de F CFP en circulation sur le Territoire sous forme de billets de pièces, la circulation fiduciaire est en hausse au premier trimestre 2007.

<i>en milliers de F CFP</i>	30-sept-06	31-déc-06	31-mars-07
Billets	1 726 326	1 708 171	1 731 874
Pièces	-1 306	-1 043	-1 865
Total	1 725 020	1 707 128	1 730 009

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

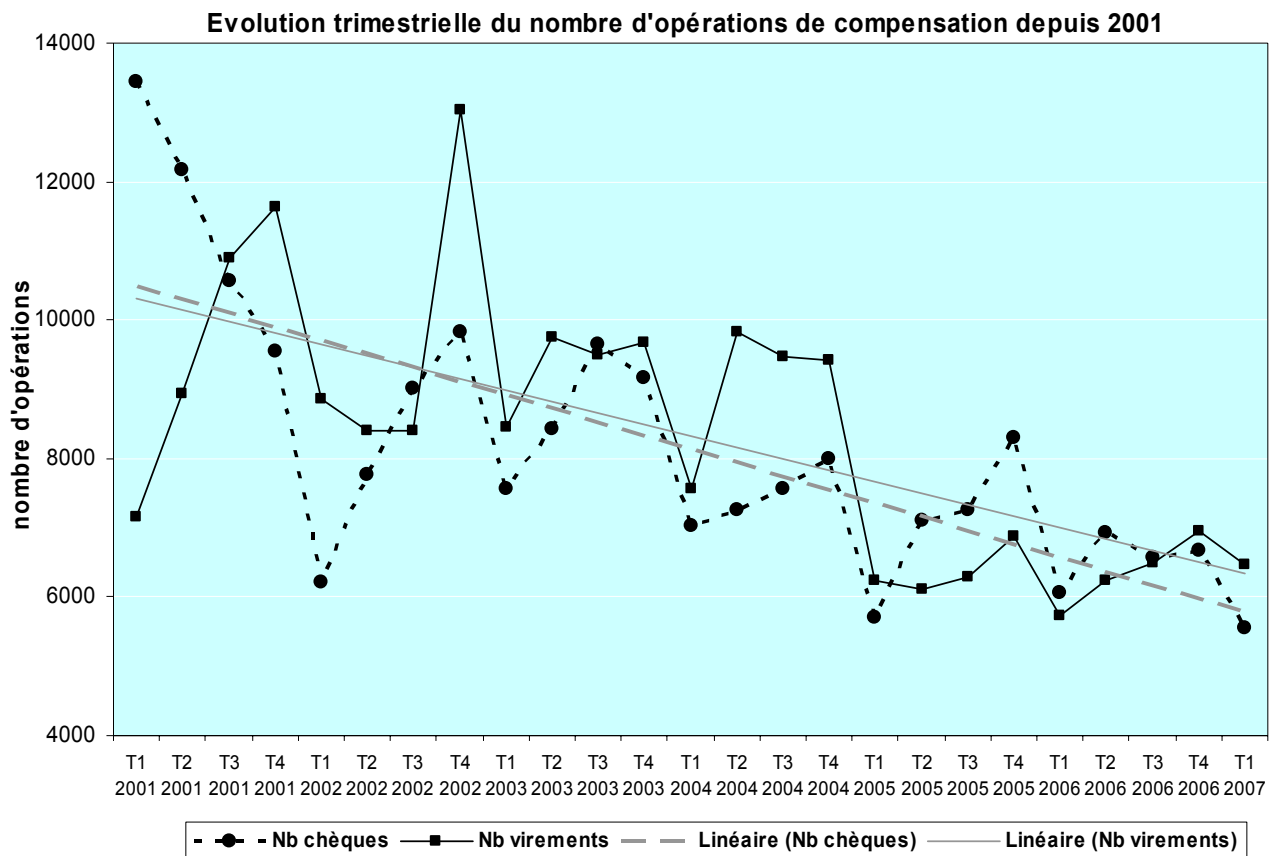
(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

L'activité de compensation au premier trimestre se traduit par une baisse de 16,9 % du nombre de chèques échangés ainsi qu'une diminution de 6,7 % du nombre de virements. Cependant les valeurs compensées bénéficient d'une croissance de 4 % sur le trimestre. En revanche l'évolution par rapport à la même période l'année dernière montre une variation à la hausse de nombre d'opérations (+2 %) mais à la baisse des montants (-15,6 %).

Périodes	1er trimestre 2006	4ème trimestre 2006	1er trimestre 2007	Variation 1T07/1T06	Variation 1T07/4T06
Nb chèques	6 056	6 672	5 543	-8,5%	-16,9%
Montant	507 231 161	603 899 315	726 100 927	43,1%	20,2%
Nb Virements	5 728	6 945	6 477	13,1%	-6,7%
Montant	1 228 237 874	803 634 509	738 255 829	-39,9%	-8,1%
Total opérations	11 784	13 617	12 020	2,0%	-11,7%
Montant total	1 735 469 035	1 407 533 824	1 464 356 756	-15,6%	4,0%

Les échanges interbancaires locaux sont en nette perte de vitesse depuis 2001. La tendance montre une diminution progressive du nombre de chèques échangés, environ 6 000 en moyenne par trimestre contre plus de 10 000 en 2001, et de virements effectués sur la place.



Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :

M. Alain VIENNEY

Responsable de la rédaction :

M. Raymond COFFRE

Editeur:

IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : ieomwf@wallis.co.nc

Achévé d'imprimé le 18 juin 2007